

Monsieur le Directeur académique, chers collègues,

Nous ne pouvons commencer cette séance plénière de la F3SCT de la Manche sans lancer une alerte. Depuis le début de l'année scolaire, dans notre département, 3 collègues enseignants ont tenté de mettre fin à leur vie, dont une tentative à l'issue funeste. Les représentants de la DSDEN nous diront certainement, comme à chaque fois, que ce type d'évènement est multifactoriel, ce qui est probable. Ce chiffre est tout de même particulièrement alarmant et ne fait malheureusement que confirmer un mal-être enseignant de plus en plus prégnant dont nous nous faisons le porte-voix, année après année. Malheureusement, nous avons l'impression que tout n'est pas fait, notamment au niveau national, pour enrayer cette progression.

Si l'on analyse le RSST dans le premier degré, la violence verbale et physique est à l'origine de la majorité des dépôts des collègues.

Mais cette violence a plusieurs origines. La première est celle des élèves. Des élèves de plus en plus jeunes ont des accès de colère et insultent l'enseignant et l'AESH de leur classe. Mais cela ne s'arrête pas au verbal : les morsures, coups, griffures deviennent habituels dans certaines classes et minent le moral de toute la communauté éducative. Alors oui certains conseils, protocoles ou soins peuvent s'avérer utiles pour améliorer des situations, mais ce n'est pas suffisant. Il y a nécessité à diminuer le nombre d'élèves par classe et aussi à obtenir des budgets pour que le nombre d'AESH corresponde aux besoins réels dans les classes. La mutualisation peut s'entendre par endroit mais ne peut pas être la solution dans une majorité de cas. La CFTD éducation s'insurge contre cette gestion de la pénurie qui engendre une banalisation de ces violences quotidiennes.

Le deuxième vecteur est la violence de parents d'élèves. En effet, sans en arriver à la situation extrême comme en Bretagne où des parents refusent que leur fille ait, dans sa classe de maternelle, un enseignant de sexe masculin, dans la Manche aussi, des parents peuvent se montrer véhéments. Des plaintes sans fondement sont parfois déposées, des articles se font jour dans la presse, des publications sur divers réseaux sociaux sont autant d'attaques contre le service public d'Éducation. Et bien souvent le ou la collègue concernée se sent bien seule. Nous avons réalisé une enquête en CHS-CT sur les rapports école-parents qui donne des pistes mais reste, de notre point de vue, sans effet. Pourquoi ? D'abord parce ces travaux n'ont pas donné lieu à une diffusion large. Ensuite parce que la loi ne protège pas suffisamment les enseignants, notamment quand la seule solution pour éloigner un collègue d'une situation extrêmement tendue est sa suspension ou le CMO...

Un troisième vecteur est la pression et/ou la malveillance de certains élus. Ainsi, dans de rares communes heureusement, certains enseignants sont remis en cause par exemple dans l'utilisation des locaux en dehors des heures scolaires, dans les horaires d'accueil avant la classe qui sont une zone grise entre le périscolaire et le scolaire ou encore sur les dangers du bâti et la nécessité de travaux.

Un quatrième vecteur plus insidieux, c'est l'Education nationale elle-même. On pourrait échanger sur la bienveillance hiérarchique, le bien-fondé de réformes ou encore le manque de moyens mais cela serait un débat sans fin. Par contre, sans parler de violence systémique, nous ne pouvons taire quelques éléments qui "pourrissent" véritablement la vie au travail de collègues. Voici quelques faits :

- Pour les directrices et directeurs, la **mise à jour d'ONDE** est chaotique pour ne pas dire catastrophique : liste d'élèves et fiche de renseignements inutilisables ou incomplètes, documents types créés par les directeurs effacés, LPI et LSU inopérants en attendant la fin du calage... Bref, on avait l'habitude d'applications mal fichues, mal pensées et non adaptées au 1^{er} degré mais dès que les agents s'y habituent, une mise à jour engendre de nouveaux problèmes... Ce genre de situation est usant et ces adaptations se font souvent sans information préalable et sans aide !
- Pour les enseignants du primaire : l'**absence de formation** répondant à leurs besoins : la formation continue se résume essentiellement au plan Français, au plan Maths et au projet d'école, ce qui n'est pas clairement pas dans les priorités qu'ils nous remontent. Or, tout ce temps passé leur serait plus utile pour se former à la gestion de conflits ou aux différents troubles de développement.
- Pour les AESH, leur ressenti est énorme lorsqu'ils, ou plutôt elles car ce sont quasiment exclusivement des femmes, sont **déplacées d'un endroit à l'autre et d'enfants à d'autres en cours d'année scolaire**. C'est à la fois irrespectueux de leur travail et de leur investissement personnel auprès des élèves. De plus, cela peut engendrer des difficultés d'organisation familiale voire des surcoûts de garde d'enfants.

En conclusion, l'heure n'est plus aux constats, largement partagés et qui donnent aussi lieu à un travail académique puisque la situation est similaire dans les autres départements normands. La F3SCT de la Manche a la chance de pouvoir s'appuyer sur des travaux de qualité menés par les anciens CHS-CT. Au-delà de protocoles clairs et précis qui peuvent aider les collègues et les chefs de service dans le choix de leur posture selon la situation, il est urgent et prioritaire de protéger les collègues de toute forme de violence afin que le climat scolaire soit apaisé et propice aux apprentissages.